



COMMUNIQUÉ

CGT DES TERRITORIAUX DE LORMONT

Lormont : les ATSEM en première ligne face au mépris de la mairie

Depuis le 1er septembre, les ATSEM de Lormont ont engagé une grève déterminée en refusant d'assurer la restauration scolaire. Leur colère est à la hauteur de l'injustice qu'elles subissent : sous prétexte du retour à la semaine de quatre jours, le maire a imposé, sans le moindre dialogue, une réorganisation qui aggrave encore leurs conditions de travail.

Alors que les enseignants et les parents avaient contraint la municipalité à revenir à une organisation scolaire plus cohérente, la mairie a choisi de reporter le fardeau sur les ATSEM. Ces dernières voient désormais leur temps de travail éclaté sur cinq jours, avec des mercredis obligatoires pour des tâches qui ne relèvent pas de leur mission : ménage « approfondi », surveillance dans les centres de loisirs.

Pour la CGT, c'est une double injustice. D'une part, parce que ces agentes, diplômées et spécialisées dans l'accompagnement éducatif des enfants, sont utilisées comme de simples variables d'ajustement. D'autre part, parce que cette polyvalence imposée masque un choix politique : celui de ne pas recruter le personnel nécessaire, au détriment du service public. Derrière ce mépris, c'est la logique d'austérité qui se fait sentir, sur le dos d'un métier exercé presque exclusivement par des femmes.

En réduisant leur présence effective sur le temps scolaire pour les transformer en agents polyvalents mobilisés sur d'autres tâches, la mairie fait le choix de sacrifier la qualité de l'accueil et de l'accompagnement pédagogique des enfants. Les ATSEM ne peuvent plus assurer correctement leur rôle auprès des élèves et des enseignants, ce qui fragilise directement le bon fonctionnement des classes de maternelle. Tout cela n'est justifié que par une logique d'économies budgétaires, au détriment de l'intérêt des enfants, des familles et de la communauté éducative.

Le comportement du maire illustre clairement cette stratégie de passage en force. Non seulement il refuse tout véritable dialogue avec les ATSEM et leurs représentants, mais il n'a même pas présenté sa réorganisation des conditions de travail devant le CST (Comité Social Territorial), instance pourtant prévue pour examiner ce type de décisions. Plus encore, alors que les ATSEM annoncent leurs intentions de grève 48 heures à l'avance, la mairie choisit d'informer les parents au tout dernier moment de la fermeture des cantines, créant volontairement le désordre et pointant du doigt les personnels

grévistes. Cette méthode est indigne : elle ne vise pas à résoudre le conflit mais bien à briser la mobilisation, en instrumentalisant les familles contre les travailleuses.

Le mouvement bénéficie pourtant d'un soutien solide et constant. De nombreux enseignants se sont exprimés en faveur des ATSEM, rappelant combien leur présence est indispensable dans les classes. Les parents, eux aussi, apportent leur appui très largement, conscients que les revendications de ces agentes concernent directement la qualité de l'accueil et de l'accompagnement de leurs enfants. Cette mobilisation commune renforce encore la légitimité de la grève et démontre que les ATSEM ne sont pas isolées, mais au contraire portées par l'ensemble de la communauté éducative.

La vérité est simple : sans les ATSEM, l'école maternelle ne fonctionne pas. Et pourtant, la mairie tente de diviser, de brouiller les cartes, en alimentant la désinformation auprès des familles. Sa dernière trouvaille – demander aux enfants de venir avec leur pique-nique pour être encadrés par des animateurs au lieu de régler le conflit – n'est rien d'autre qu'un aveu d'impuissance et de mépris pour ces travailleuses qualifiées.

La grève est juste, nécessaire et profondément légitime. Les ATSEM ne réclament pas des privilèges, mais la reconnaissance de leur vrai rôle et des conditions de travail dignes. Leur revendication est claire : quatre jours pour tout le monde, pas cinq pour elles seules.

La CGT Lormont affirme sa solidarité totale avec ces salariées qui défendent bien plus que leurs propres droits : elles défendent le sens du service public, l'avenir de nos écoles et le respect dû aux personnels qui les font vivre au quotidien.

Lormont le 8 septembre 2025

CGT territoriaux de Lormont